

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Orléans, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL SERVICES

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT2025-0557
Code AIOT : 0010000017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement AXEREAL SERVICES implanté ROUTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée lors du POI (plan d'opération interne) mis en œuvre par l'exploitant dans le cadre de l'exercice PPI (plan particulier d'intervention) organisé par la préfecture du Cher

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL SERVICES
- ROUTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE
- Code AIOT : 0010000017

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides et de produits phytosanitaires sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2004.1.1067 du 13 septembre 2004, complété par l'arrêté préfectoral n°2006.1.1039 du 4 août 2006 relatif aux mesures de réduction du risque mises en place au niveau des silos, par l'arrêté préfectoral n°2007.1.432 du 16 mai 2007 et par l'arrêté préfectoral n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 29 janvier 2018, puis actualisée par le courrier préfectoral du 8 juillet 2022.

Les activités classées à autorisation, au titre de la nomenclature des installations classées, concernent notamment :

- stockage de produits dangereux pour l'environnement (rubriques 4510 et 4511) ;
- stockage d'engrais solides (rubrique 4702) ;
- stockage de céréales (rubrique 2160).

L'établissement relève du statut Seveso seuil haut par dépassement direct de seuil pour les rubriques 4510, 4511 et 4702.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V a)	Demande d'action corrective	2 mois
2	Fréquence de mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/11/2025, article R. 515-100	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etat des matières stockées pour les services de secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois
4	Etat des matières stockées pour le grand public	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois
6	premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 06/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	et remise en état			
7	Moyens en personnels et matériels	AP Complémentaire du 13/09/2004, article 3.17	Demande d'action corrective	2 mois
8	Disponibilité d'inertant pour les engrais classés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	2 mois
9	Alerte des populations - sirène PPI	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.18	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Test d'un scénario POI	Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V a)
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI/PPI
Prescription contrôlée :
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> </div>

d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
[...]

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Les observations suivantes ont été réalisées sur la base du POI (plan d'opération interne) dans sa version du 25/05/2023.

Les noms et fonctions des personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination sont listés en p.4 du volet opérationnel du POI. Le document ne précise pas qui a autorité pour déclencher le POI (responsable d'activité? cadre d'astreinte?)

Lors de l'exercice, c'est le responsable d'activité qui a déclenché le POI.

Dans le POI, il est indiqué que c'est le cadre d'astreinte qui se rend à la préfecture et assure la liaison avec l'autorité responsable du PPI (plan particulier d'intervention). Les coordonnées sont données en p.31 du volet opérationnel du POI. Lors de l'exercice, cette consigne a été appliquée.

Lors de l'exercice l'inspection note par ailleurs qu'au sein du poste de commandement (PC) exploitant, une personne est chargée d'assurer une liaison entre les différents services de l'entreprise impliqués dans la gestion du sinistre et de ses conséquences (poste de commandement/cadre d'astreinte/service communication....). Cette fonction mériterait d'apparaître dans le POI afin de garantir qu'elle soit systématiquement prévue.

Les fiches FR1 et FR4 du volet opérationnel du POI, décrivent les mesures à prendre pour maîtriser les événements ayant eu lieu dans le cadre de l'exercice. Ces fiches présentent un logigramme d'actions et renvoie à des fiches spécifiques à certaines actions à mener (fermeture obturateurs, coupures électriques...).

Lors de l'exercice, les actions ont été déroulées de manière automatique par le DOI et les autres membres du PC exploitant. Un tableau permet d'enregistrer la réalisation des actions principales et d'avoir une vue d'ensemble tout au long de l'évènement. Toutefois, l'inspection a pu constater que la procédure de déclenchement de l'alarme PPI décrite dans le POI n'a pas été formellement suivie (confirmation mail, validation de l'interlocuteur demandant le déclenchement...), amenant à un déclenchement de la sirène près de 15 min avant l'ordre formel de déclenchement du PPI. De plus, l'exploitant a oublié de mettre en place un personnel pour gérer la circulation à l'Est du site sur la RD156 dans les premiers moments de l'exercice.

La fiche FR5 du volet opérationnel du POI détaille les actions à mener afin de limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site. Cette fiche précise notamment que l'alerte se fait soit par les sirènes d'alarmes soit par téléphone. Sont ensuite détaillées les actions à mener dans un premier temps (mise en sécurité du site, évacuation, fermeture des accès, regroupement, recensement).

Lors de l'exercice l'inspection a constaté quelques erreurs lors du premier dénombrement des personnels évacués. Le chiffrage donné au COS (commandant des opérations de secours) lors de son arrivée a d'ailleurs été corrigé quelques minutes plus tard. L'inspection constate que ces erreurs de dénombrement semblent essentiellement provenir d'erreurs/incompréhensions lors de la remontée d'information par les responsables de secteur (personnels restés sur place pour mener des actions...). Le process de comptage mériterait d'être fiabilisé notamment en utilisant le comptage informatique permis par le contrôle d'accès au site et en désignant un responsable du comptage autre que le DOI.

Par ailleurs, le point de rassemblement est situé au niveau du PC exploitant. Compte tenu de l'étendue du site, certains personnels pourraient être amenés à passer au niveau du sinistre ou tout du moins dans les zones d'effets théoriques de certains scénarios lors de leur évacuation, les mettant en danger. Également, l'évacuation étant réalisée à pied, le personnel se retrouve au PC exploitant sans moyen d'évacuer rapidement par la suite, notamment dans le cas où les mesures du PPI seraient mises en œuvre. Les modalités d'évacuation du PC exploitant ne sont d'ailleurs pas clairement détaillées dans le POI pour ce cas de figure.

En cas d'incident, l'exploitant donne l'information à différents interlocuteurs notamment l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention dès que le PC exploitant est gréé. La communication est réalisée selon le chapitre 2 du volet opérationnel du POI par téléphone et mail dont le format est donné à l'annexe 5. Le mail est validé par le DOI avant envoi.

Lors de l'exercice l'exploitant a tenté de joindre la DREAL sans succès à plusieurs reprises et s'est interrogé sur l'absence de réponse. L'inspection précise que l'Unité interdépartementale de la DREAL n'assure pas d'astreinte vis-à-vis de l'exploitant. L'information est donc à transmettre et sera traitée dans les meilleurs délais. Par ailleurs, la description de l'incident dans le mail pourrait être moins succincte. Des précisions sur l'évolution envisagée du sinistre pourraient être ajoutées. De plus des mails complémentaires pourraient être transmis en cours d'accident afin d'informer sur l'évolution du sinistre.

Lors de l'exercice, l'exploitant a disposé un de ses personnels pour assurer l'accueil des services d'urgence externe. Dès leur arrivée, ce personnel a dirigé le COS vers le PC exploitant. Le DOI a été son interlocuteur pour faire un point sur la situation. En parallèle, les services de secours se rendant au contact du sinistre ont aussi été accompagnés par un personnel de l'exploitant.

Concernant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, les pages 23 à 25 du volet opérationnel du POI donnent le protocole de communication et d'activation de la société SOCOTEC en charge des mesures. Est annexé au POI le document 2301886N-01 qui définit la stratégie de mesure. Des constats sont réalisés par l'inspection au point 6 du présent rapport.

Concernant les moyens prévus par l'exploitant pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, le volet descriptif du POI renvoie à l'intervention d'entreprises spécialisées (dénommés moyens externes) et au personnel de l'entreprise. L'inspection note que ces moyens externes mobilisables (inertage, pompage,...) ne sont pas liés par un contrat avec l'entreprise AXEREAL.

Lors de l'exercice, le contact avec certains de ces moyens externes a été simulé par l'exploitant (inertage et pompage). L'exploitant a constaté que plusieurs d'entre eux soit sont injoignables (2 numéros sur 4 pour le pompage), soit n'ont pas les moyens disponibles ou ne souhaitent pas se déplacer (2 numéros sur 4 pour le pompage et 1 pour l'inertage). Il paraît nécessaire de fiabiliser les possibilités et modalités d'avoir recours à ces moyens.

Globalement le POI regroupe l'ensemble des informations attendues bien que certains points mériteraient des précisions.

L'application de ces procédures sur le terrain laisse apparaître quelques axes d'amélioration tant dans l'application du contenu du POI que des manques de celui ci.

Constat : certaines actions prévues dans le POI sont à compléter/préciser et leur mise en œuvre

opérationnelle est à consolider au regard des remarques de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fréquence de mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2025, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI/PPI
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
Constats : La dernière version du POI est datée du 25/05/2023. L'exploitant précise avoir attendu l'exercice PPI du 27/11/2025 pour produire la nouvelle version prévue en début d'année 2026. Entre-temps les annexes téléphoniques notamment ont été mises à jour régulièrement selon l'exploitant. Lors de l'exercice PPI du 27/11/2025, il s'avère toutefois que certains numéros de téléphone (entreprises externes notamment) ne sont pas fonctionnels. La périodicité de mise à jour du POI est respectée. Constat : L'ensemble des numéros de téléphone intégrés dans le POI n'a pas été mis à jour au fil du temps et ne sont pour certains plus d'actualité, ce qui nuit à la transmission de l'information en cas d'urgence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etat des matières stockées pour les services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI/PPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice, avant l'arrivée des pompiers, le DOI a demandé à l'une des personnes présentes en salle POI d'imprimer l'état des stocks du bâtiment engrais et les informations sur les principaux produits potentiellement impactés par l'incendie (FDS). Un état des stocks était donc</p>

disponible dès que demandé par les différents intervenant sur site (SDIS notamment).

L'état des stocks a été imprimé dans une version tableau classée par rubriques ICPE. Ce tableau donne la désignation du produit, son état (solide), s'il est en vrac ou non, la quantité, les mentions de danger.

Ce tableau est accompagné d'un plan de localisation des stocks au sein de chaque cellule.

En exploitant ces documents, l'inspection note:

- que la case "mention de danger" est vide pour l'ensemble des produits présents (alors que selon la FDS fournie par l'exploitant pour l'engrais à base d'ammonitrates, il y a au moins deux mentions de dangers : H272, H319).
- la nature du danger associé n'est pas noté dans l'état des stocks (combustible, comburant, toxique....).
- l'état des stocks en version tableau date du 27/11/2025 tandis que celui sur le plan date du 26/11/2025, entraînant des incohérences sur les volumes présents.

L'édition de l'état des stocks est bien mentionné dans le POI.

Constat : l'état des stocks fourni lors du POI est incomplet (mentions de danger et nature du risque non indiqués) et il comporte des incohérences.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Etat des matières stockées pour le grand public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI/PPI

Prescription contrôlée :

[...] L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

[...]

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

[...]
Constats : Constat : l'exploitant n'a pas fourni d'état des stocks au format synthétique à destination du besoin de communication vers la population.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Test d'un scénario POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2024, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
Prescription contrôlée : [...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]
Constats : L'exploitant réalise des exercices POI tous les mois. Les scénarios sont choisis en fonction du retour d'expérience du groupe sur ses différents sites SEVESO. L'inspection note que si les exercices sont nombreux et diversifiés, les scénarios concernent quasi exclusivement des feux d'équipements : absence de scénarios portant sur un risque principal de pollution de l'environnement. Par ailleurs les scénarios sont globalement "simples" dans le sens où ils suivent directement les procédures décrites dans le POI. Compte tenu du nombre d'exercices, des scénarios plus complexes ou des inserts "inattendus" pourraient être développés lors des exercices afin d'aguerrir les équipes. Constat: pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : premiers prélèvements et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI/PPI
Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

-les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constats :

L'exploitant dispose d'une astreinte portée par l'entreprise SOCOTEC pour réaliser les prélèvements demandés par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 06/05/2014.

Cette astreinte s'appuie sur la stratégie de prélèvements définie dans le document du même nom daté du 31 mai 2023.

Cette stratégie définit bien les éléments suivants:

- la nature des substance recherchée;
- les méthodes et moyens de prélèvements.

Cependant l'inspection note que :

- selon la stratégie, l'ensemble des substances serait systématiquement recherchées. Lors de l'exercice, l'inspection constate qu'à son arrivée l'agent d'astreinte SOCOTEC a commencé par interroger le DOI sur la nature des mesures à réaliser. Si l'inspection considère que ce questionnement est pertinent dans un souci d'efficacité (la pose des capteurs en un point dure autour de 30 min - le renouvellement des filtres est à minima

toutes les 8h pour certains capteurs) et, elle constate que ce n'est pas une pratique opérationnelle dans la mesure où à ce moment là le DOI était par ailleurs en train de faire un point avec le COS et que les mesures auraient pu être réalisées immédiatement dès l'arrivée de l'astreinte, dans le périmètre géographique d'intervention.

- lors de l'exercice il n'a pas été simulé les limitations d'accès aux deux secteurs (confinement et évacuation) définis dans le PPI. Le technicien de d'astreinte SOCOTEC a donc eu librement accès aussi bien à la salle du PC exploitant et à l'ensemble de l'aire théoriquement confinée ou évacuée dans laquelle se trouvent les points de mesure pré-définis. L'inspection note qu'à aucun moment l'exploitant n'a informé l'astreinte de l'existence de périmètres de confinement et d'évacuation en place suite au déclenchement du PPI par la préfecture. Une coordination dans le déploiement des mesures est nécessaire entre l'exploitant et la préfecture.
- les mesures permettant l'obtention de résultats immédiats ne sont pas suffisamment mises en avant dans le document. Sur site, il a été nécessaire de questionner le bureau d'étude pour avoir une idée des paramètres sur lesquels il disposait déjà de résultats, à l'issue de la pose des capteurs.
- le personnel en charge des mesures dispose d'une autonomie limitée pour adapter si nécessaire les prestations convenues dans le contrat. Il n'existe a priori pas d'astreinte au niveau du groupe SOCOTEC qui permettrait de valider des mesures spécifiques complémentaires, au regard du besoin et des spécificités de l'accident (changement du sens du vent par exemple, polluant inattendu...)
- le contrat ne précise pas la façon dont est réalisé le renouvellement du personnel en cas d'accident nécessitant des mesures sur du "long" terme.
- les modalités de démobilisation du personnel en charge des mesures ne sont pas définies.

Constat : La stratégie des premiers prélèvements environnementaux n'est pas suffisamment détaillée du point de vue opérationnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens en personnels et matériels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2004, article 3.17

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI/PPI

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.

Constats :

Lors de l'exercice POI, l'inspection a constaté, sur le terrain, qu'à 12h43, au début du déchargement d'engrais par un semi-remorque, de la fumée est apparue (simulation d'un départ de feu). L'opérateur du silo a immédiatement tenté d'éteindre l'incendie avec un extincteur, sans succès, et a appelé son responsable. Il a ensuite essayé de sécuriser l'installation, mais le bouton d'arrêt d'urgence ne fonctionnait pas. Il a alors décidé de mettre le chauffeur en sécurité, celui-ci étant intoxiqué par les fumées, et est parti couper le courant électrique. En le suivant, l'inspection a noté que l'alarme incendie était peu audible au niveau du quai de déchargement. La coupure générale du courant a été effectuée à 12h47.

Dès le déclenchement de l'alarme sur le site les personnels ont évacué le site vers le bâtiment dans lequel se trouve le local POI.

Le chef de service dans le périmètre géographique duquel a été détecté l'incendie a pris le rôle de DOI dès le moment où il a pris connaissance du sinistre.

Dès son arrivée au niveau de la salle POI, les autres chefs de service se sont mis à ses ordres et ont rendu compte des actions qu'ils ont menées sur leur secteur fonctionnel (envoi de personnel pour gérer la circulation, accueil des pompiers au niveau de la porte n°4...).

Le DOI précise qu'il a de son côté envoyé des agents s'assurer de l'obturation des vannes de rétention des eaux et des coupures électriques.

A la suite de ce point de situation succinct, les rôles au sein de la cellule POI ont été répartis et le POI est considéré comme déclenché par l'exploitant.

La communication vers les autorités a suivi dans les minutes suivantes, chaque personne en salle POI réalisant ses actions en parallèle et en autonomie :

- mise en place des équipements (ordinateur notamment) et écriture du message d'alerte puis validation par le DOI avant envoi ;
- appels téléphoniques ;
- communication en interne.

Compte tenu de l'organisation réalisée, l'inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre tous les moyens humains et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI lors de l'exercice. Cependant, une meilleure formalisation des rôles de chacun dans la première phase du sinistre serait opportune, ainsi qu'une plus grande délégation des actions à mener par le DOI afin qu'il puisse se recentrer sur son rôle de définition d'une stratégie.

Constat : L'alarme incendie n'est pas suffisamment audible au niveau du quai de déchargement des engrais par camion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Disponibilité d'inertant pour les engrais classés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des évènements

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

Constats :

Lors de l'exercice l'exploitant disposait sur site d'environ 15 t de dolomie pouvant être utilisée pour inerte les engrais à base d'ammonitrates. Cette quantité est dimensionnée pour répondre au besoin d'inertage "courant" d'engrais dégradés par les conditions de transport et stockage.

L'exploitant s'approvisionne dans la carrière la plus proche située dans l'Indre à plus de 2h de route du site.

Lors de l'exercice l'exploitant a appelé son fournisseur, qui n'est pas en capacité de lui fournir de dolomie avant le lendemain avec uniquement un nombre de camions limité.

L'inspection s'interroge sur la suffisance de la dolomie présente sur le site. L'inspection demande à l'exploitant de définir dans le POI la quantité nécessaire au traitement des suites d'un incendie au regard des délais et capacités d'approvisionnement) des engrais présents sur le site suite à un accident, avant de procéder à un réapprovisionnement.

Le POI, dans sa version du 25/05/2023, ne définit d'ailleurs pas l'usage de la dolomie dans la stratégie de gestion d'un accident; point qu'il est nécessaire de compléter

Constat : la quantité minimale de produit permettant l'inertage des engrais à base d'ammonitrates présent sur le site doit être définie par l'exploitant, au regard du délai d'approvisionnement pour gérer une situation post accidentelle. Le POI doit préciser les modalités d'approvisionnement des produits d'inertage, et de gestion des produits non conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Alerte des populations - sirène PPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.18
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En liaison avec le service chargé de la protection civile et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en "vraie grandeur" en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice le réseau d'alerte à la population a été testé.</p> <p>Le maire d'Osmoy a fait remonter que la sirène n'était pas audible depuis l'intérieur des bâtiments de sa commune. Le SDIS et l'exploitant expliquent ce constat par l'isolation des bâtiments et ajoutent que le dispositif FR-Alert a vocation à palier cette contrainte dans les milieux clos. En extérieur, la sirène étant audible.</p> <p>Néanmoins, compte tenu de l'augmentation envisagée des périmètres définis dans le PPI un questionnement subsiste sur la portée des sirènes actuellement en place et la nécessité de les compléter.</p> <p>L'exploitant a réalisé des mesures lors de l'exercice mais n'a pas communiqué les résultats à date de rédaction du présent rapport.</p> <p>De plus l'inspection constate que la sirène PPI s'arrête automatiquement au bout de 3 cycles. Le DOI précise que c'est le cas uniquement quand le déclenchement est réalisé avec la procédure "Test". Ce point est à confirmer par l'exploitant.</p> <p>Constat : l'exploitant ne s'est pas positionné sur les conclusions du test des sirènes d'alerte de la population réalisé lors de l'exercice et les modalités d'arrêt de la sirène, ainsi que sur le dimensionnement suffisant au regard des futurs périmètres d'évacuation et de confinement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois